

La France aux temps des crises 14/30

LA FRANCE DÉCHIRÉE ET RECOUSUE 1560 - 1610

– LES GUERRES DE RELIGION –

La disparition précoce d'Henri II prive le pays d'une autorité ferme qui eût pu juguler l'hérésie sans donner libre cours à une prépondérance inquisitoriale de type espagnol. On peut supposer que les troubles civils auraient été évités. Le Roi laisse bien quatre fils, mais en raison de leur jeunesse, même celle de l'aîné François II, le pouvoir réel est exercé par la veuve du feu Roi, Catherine de Médicis, qui le conservera soit comme régente, soit comme conseillère pendant au moins quinze ans.

Catherine est une italienne ⁽¹⁾, petite-nièce et nièce des papes Léon X et Clément VII, devenue profondément française, politique habile sinon retorse, qui n'eut qu'un but au milieu de la tourmente : sauver la couronne de ses fils.

Sa tâche sera rude, car, dès la mort de son mari, elle se trouvera en face de deux blocs antagonistes assoiffés l'un et l'autre de pouvoir, et décidés à profiter de la probable crise d'autorité menaçant les régences.

Le danger est d'autant plus grand que la paix extérieure a rendu les hommes de guerre disponibles pour des aventures internes, de sorte que les calvinistes dont les structures ecclésiastiques se sont

fortement renforcées en quelques années, et se sont donnés pour chefs, les princes de la maison de Bourbon Condé... capétiens, donc aptes à succéder.

De plus, les catholiques se sont rangés sous la bannière des princes de Lorraine – les Guise –, étrangers, mais qui se disent descendants des Carolingiens. Ils mettent la main sur le jeune roi dont le règne ne va durer qu'à peine plus d'un an.

Leur tutelle semble d'autant plus justifiée que le souverain a été l'objet d'une tentative

d'enlèvement de la part du parti protestant – Conjuraison d'Amboise – qui s'est soldée par un échec et une sévère répression.



Église et tour Saint-Jacques de la Boucherie



Catherine de Médicis : une difficile politique de balance 1561-1574

Charles IX n'ayant que dix ans à la mort de son frère, sa mère Catherine exerce réellement le pouvoir en tant que régente. Elle recourt d'emblée à l'habituelle réunion des États généraux qui ne résolvent rien. Il est patent qu'elle veut s'affranchir de la trop lourde emprise des Guise, et rechercher une solution de compromis entre les deux religions.



Charles IX

Mais la marge de manœuvre reste étroite. Ce « pilotage entre deux eaux » évite au départ des affrontements sanglants. Il est également marqué par l'appel aux affaires du très modéré Michel de l'Hospital qui constitue avec Guise et le protestant Coligny une sorte d'union nationale. La Régence est aussi marquée par des édits de caractère libéral, et par le colloque de Poissy – où les théologiens achoppent sur le dogme de l'Eucharistie – mais Catherine ne peut résister au choc du massacre de Wassy qu'on impute aux Guise et qu'on situe comme le début des guerres de religion qui vont durer, coupées par de longues trêves, de 1562 à 1598.

En cette période de conflits armés Catherine ne change pas de politique, mais elle est obligée d'user de toute son ingéniosité pour faire face au caractère de plus en plus acharné de la guerre civile et à l'ap-

pel de ses adversaires à l'aide étrangère qui met en péril l'intégrité du territoire national.



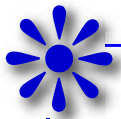
Catherine de Médicis

La Règente profite de chaque accalmie pour essayer d'asseoir l'autorité royale (tour de France du jeune Charles IX) et de rétablir la concorde : édit d'Amboise, paix de Saint-Germain, mariage de sa fille Marguerite avec Henri de Navarre un des chefs huguenots.



François II

Mais tous les efforts sont vains, anéantis par la volonté de chaque parti d'éliminer l'autre, surtout de-



puis qu'Henri de Guise est devenu le chef incontesté et intransigeant des catholiques après l'assassinat de son père l'illustre François, et depuis que les protestants ont émis des vœux, combien dangereux pour



Henri de Guise

l'avenir de la monarchie, de l'établissement d'un gouvernement contrôlé par les États Généraux permanents.

Parmi les massacres perpétrés d'un côté comme de l'autre, l'histoire a retenu le plus célèbre, celui de la Saint-Barthélemy inspiré probablement par les Guise et approuvé par Catherine, où plusieurs milliers de Huguenots périrent... mais qui vraisemblablement n'était à son origine destiné qu'à supprimer Coligny et les principaux chefs protestants. Quoiqu'il en soit cette affaire entachera durablement la dynastie des Valois. Charles IX disparaît en 1574 et son frère le duc d'Anjou, éphémère roi de Pologne, élu sur sa réputation d'habile chef de guerre, quitte clandestinement son pays d'adoption pour regagner la France en pleine crise, et monter sur le trône sous le nom d'Henri III.

Henri III

Un relatif apaisement Les progrès de l'administration 1574-1585

Le troisième fils d'Henri II et de Catherine ne manque pas de qualités : intelligent, cultivé, bon orateur, militaire expérimenté, son catholicisme fer-

vent ne tournera jamais au fanatisme. Sans subir la tutelle de sa mère il maintient sa ligne politique tendant à une coexistence entre les différents partis.

Les luttes épisodiques qui se déroulèrent au cours de cette période aboutiront toutes à des trêves par lesquelles les huguenots bénéficieront d'une certaine tolérance. Le fait le plus notable est la formation d'une vaste nébuleuse groupant les « Provinces unies du midi » rapprochant les protestants sous la conduite d'Henri de Navarre devenu l'aîné des Bourbon et les catholiques modérés, hostiles aux Guise, dirigés par Montmorency. C'est sur ce parti des « politiques » que finira par s'appuyer le Roi, d'abord bien isolé et obligé de réunir autour de lui une équipe de fidèles, nobles d'épée, que l'historiographie moderne a affublé de rancantars réunis sous le qualificatif de « mignons » qui leur est resté. Alors qu'il s'agissait d'une garde rapprochée, fort utile en cette période de trouble.



Henri III

Henri III a d'ailleurs bien besoin de se sentir soutenu pour mener à bien un perfectionnement de l'administration, du Conseil d'État, et jusqu'aux offices les plus modestes... dans le cadre d'une souveraineté fort bien théorisée dans *Les six livres de la République* de Jean Bodin. Les réformes et les innovations se multiplient et tempèrent le caractère tragique de ce temps : la création de l'ordre du Saint-Esprit, l'établissement d'une étiquette de cour – issue de la Bourgogne via l'Espagne – et, dans l'ordre culturel, la fondation de *la petite académie* groupant autour du Roi des hommes et des femmes de lettres tels Ronsard, Antoine de Baïf, la maréchale de Retz... comme un dernier éclat de la Renaissance.



Le pouvoir royal dans la tourmente 1585-1588

Mais en 1584 la mort du frère cadet – successeur au trône d’Henri III qui n’a pas d’espoir de descendant – fait d’Henri de Navarre l’héritier légitime de la couronne ; ce qui donne un regain d’ardeur à la lutte fratricide.

La majorité catholique excluant l’idée de se soumettre à un roi protestant ⁽²⁾, les années qui suivent sont aussi marquées par la formation d’une ligue catholique en Lorraine et à Paris. Ligue fortement structurée, surtout dans la capitale autour de robins, de marchands et de prêtres, dynamisée par Henri de Guise qui n’hésite pas à accepter d’importants subsides de l’Espagne, et, en face, par une cohésion plus étroite entre « politiques » et huguenots autour d’Henri de Navarre. Cet espoir pour assurer la pérennité du pouvoir royal est à l’opposé de celui du parti des Guise dont les aspirations politiques peuvent conduire aux pires aventures.

Henri III semble entrer dans le jeu de la ligue, dont il se proclame le chef, mais il ne cesse de négocier avec le Roi de Navarre. La guerre reprend de plus belle, il dépêche Guise pour arrêter des troupes de reîtres venant d’Allemagne dans le but de donner la main aux protestants. Pendant qu’à l’ouest il oppose à son cousin une armée dont la mission est peut-être de se faire battre à Coutras. Mais ce double jeu ⁽³⁾ ne peut s’éterniser, d’autant plus que Guise – tel Jean Sans Peur un siècle et demi auparavant – devient l’idole des parisiens. Henri III tente un coup de force qui échoue et la capitale se couvre de barricades. Il s’échappe afin de garder sa liberté de manœuvre ; il rejoint son gouvernement qu’il épure des éléments douteux, et convoque les États généraux à Blois.

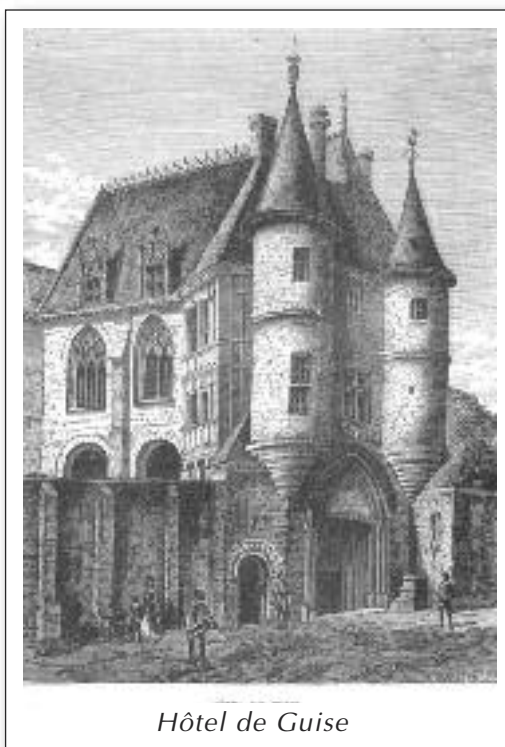
La légitimité sauvegardée 1589

Ces États sont vite dominés par le duc de Guise dont l’audace n’a plus de bornes. Mais, le Roi va réagir, sans doute conforté par les liens de plus en plus étroits qu’il tisse avec Henri de Navarre son légitime successeur, et par la retentissante défaite que subit la flotte espagnole « l’invincible armada » sur les côtes britanniques – coup dur porté au prestige du bailleur de fonds des Guise. Encouragé, le Roi, malgré les réticences de la reine mère Catherine, se décide à porter le coup que la raison d’état exige :

Henri de Guise et son frère le cardinal de Lorraine sont abattus. La monarchie est sauvée.

Rien n’empêche plus l’alliance au grand jour d’Henri III et de son successeur qui s’engage à se convertir dans des délais raisonnables. Il reste aux deux cousins à battre les troupes de la Ligue pour être maîtres de la situation. Mais devant Paris investie, Henri III est assassiné par un moine ligueur fanatique. Il eut toutefois le temps, avant d’expirer, de désigner de manière officielle Henri de Navarre comme son successeur légitime. Le nouveau roi Henri IV se voit contraint de prendre possession d’une partie de son royaume les armes à la main.

René Maillot



Hôtel de Guise

NOTES

- (1) Mais sa mère est une la Tour d’Auvergne.
- (2) Henri de Navarre est d’ailleurs excommunié par le Pape Sixte Quint en 1585.
- (3) Double jeu nécessaire car Henri III convaincu que seul Henri de Navarre est légitimement apte à lui succéder ne peut se rapprocher trop rapidement au grand jour d’un successeur protestant.

Aller au dossier d’origine